

last year. The House was informed half an hour ago by the Minister of Customs about one of the particular salaries to which the motion in amendment was applied in the case in question—an officer who received \$1,000 salary for one office, and also another salary as Collector of Customs at the port of St. John. The resolution of Mr. Masson condemned giving \$2,100 to that officer, which was, in fact, two salaries. He held that his own motion and that of Mr. Masson were both in order.

**Mr. Pope** held that it was clearly a vote of want of confidence, and wondered that the Opposition would not act courageously and at once say so, instead of trying to bring it in by a side wind. The member for Leeds and Grenville said he would vote for any reduction in expenditure, while all the time he knew this was a mere party vote.

**Mr. Jones** said the member for Compton might view his acts as he liked, but it would be most unusual for him (Mr. Pope) if he gave either an independent vote, or made an independent speech. He had been a Conservative since he had come into the House, but when he saw the Conservative leaders thrown over, and the Government taking up with anybody that would take up with them, he could not see it his duty to support them. He had no intention, however, to vote against good measures on either side.

**Mr. Mackenzie** said he had long been used to the passionate appeals of the Minister of Justice, and understood them pretty well. He felt annoyed probably because the Government had lost the previous vote.

**Hon. Sir John A. Macdonald**—No, no.

**Mr. Mackenzie** said distinctly that his motion was not intended as a formal vote of want of confidence. But it was well to remark that while the House was, and in some instances very unjustly, reducing the salaries of its employees, the Government were engaged in raising the salaries of their employees. His motion was simply asking the House to condemn the policy of raising salaries in one portion of the service while reducing them in another.

**Hon. Sir John A. Macdonald**—Hear, hear.

[Mr. Mackenzie—M. Mackenzie.]

Brunswick, laquelle somme représente une augmentation de \$2,500 par rapport aux crédits de l'année dernière. Le ministre des Douanes vient de donner à la Chambre, il y a une demi-heure, des renseignements sur un des traitements auxquels la motion proposée en amendement s'applique. Il s'agit d'un fonctionnaire qui touche un traitement de \$1,000 pour un poste et un autre traitement, pour le poste de percepteur des douanes au port de Saint-Jean. La résolution de M. Masson désapprouve le versement à ce fonctionnaire de \$2,100, somme qui représente, en fait, deux traitements. Il maintient que sa motion et celle de M. Masson sont toutes deux recevables.

**M. Pope** soutient qu'il s'agit bien d'une motion de blâme et se demande pourquoi l'Opposition n'agit pas courageusement et ne l'admet pas, au lieu d'essayer de présenter la motion de façon indirecte. Le député de Leeds et Grenville dit qu'il voterait pour toute réduction des dépenses, tout en sachant qu'il s'agit seulement d'un vote de parti.

**M. Jones** dit que le député de Compton peut juger les gestes qu'il pose comme il le désire, mais que ce serait très inhabituel de la part de M. Pope de voter ou de faire un discours sans tenir compte de la ligne politique du parti. Il dit qu'il est conservateur depuis qu'il siège à la Chambre, mais que, lorsqu'il a vu qu'on abandonnait les chefs conservateurs et que le Gouvernement s'alliait avec tous ceux qui voulaient lui apporter leur appui, il ne s'est pas cru obligé de les appuyer. Il n'a pas l'intention, toutefois, de voter contre des mesures proposées par l'un ou l'autre parti si elles lui semblent bonnes.

**M. Mackenzie** dit qu'il est habitué aux appels passionnés du ministre de la Justice et qu'il les comprend très bien. Il est probablement vexé parce que le Gouvernement a perdu le vote précédent.

**L'honorable sir John A. Macdonald** dit que c'est faux.

**M. Mackenzie** dit clairement que sa motion ne constitue pas une motion de blâme, mais qu'il faut noter que, pendant que la Chambre diminuait, injustement dans certains cas, le traitement de ses propres employés, le Gouvernement s'apprêtait à augmenter le traitement de ses fonctionnaires. Sa motion ne vise qu'à demander à la Chambre de désapprouver la politique qui consiste à augmenter les traitements dans un service alors qu'on les diminue dans un autre.

**L'honorable sir John A. Macdonald**—Bravo!